

Défaillances et sauvegardes d'entreprises **en France**

3^{ème} trimestre 2019



SYNTHÈSE

PANORAMA
GÉNÉRAL



Le nombre des défaillances d'entreprises recule fortement et retrouve son niveau d'avant crise.

10 501 procédures sont enregistrées (-9,2% vs T3 2018)

Toutefois, la sinistralité des PME de plus de 50 salariés est en forte hausse (+30%)

Paris, le 30 octobre 2019 – La société Altares, experte de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, présente son étude sur les défaillances d'entreprises en France : analyse du 3e trimestre 2019.

« Le nombre de défaillances d'entreprises bute chaque été sur le seuil des 10 000 procédures. Mais avec 10 500 jugements prononcés, ce 3e trimestre est le meilleur depuis celui de 2007 (10 300). En tendance, cela représente une baisse de 9,2%. Un recul important, mais le 3e trimestre 2018 avait été alourdi par une exceptionnelle extension de procédure de redressement judiciaire prononcée en août par le Tribunal Mixte de Commerce de Saint-Denis de la Réunion sur près de 350 sociétés. Corrigée de cette décision technique, l'évolution nationale demeure favorable mais est ramenée à -6,4%. » *note Thierry Millon, Directeur des études Altares.*

« Les trois quarts des jugements concernent des micro-entreprises de moins de trois salariés, mais 73 sociétés de plus de 50 salariés sont également passées devant le tribunal ce trimestre, soit plus d'une défaillance de grandes PME enregistrée chaque jour ouvré. Cette accélération de la sinistralité des PME pèse lourdement sur l'emploi. Près de 37 300 emplois sont ainsi menacés, parfois déjà perdus, c'est 2 350 de plus par rapport à l'été 2018. »

■ Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure et par trimestre

(Données arrêtées au 15 octobre de chaque année)

	2015 T3	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	Évolution T3 2019/2018	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	330	254	224	212	204	-3,8%	245
Redressements Judiciaires	3 729	3 318	3 214	3 563	3 310	-12,2%	3 391
Liquidations Judiciaires directes	8 915	7 850	7 519	7 788	7 167	-8,0%	7 848
Total défaillances	12 974	11 422	10 957	11 563	10 501	-9,2%	11 483
Total Emplois menacés	47 500	39 700	35 100	34 900	37 250	-2 350	38 890
Emplois menacés par entreprise	3,7	3,5	3,2	3,0	3,5		3,4

■ Un fort recul des liquidations directes.

Le compteur estival des défaillances d'entreprises n'est jamais retombé sous le seuil des 10 000 procédures depuis 2006 (9907 jugements), mais l'été 2019 s'en approche (10501). C'est le meilleur 3e trimestre depuis 2007 (10305).

La procédure de Redressement Judiciaire (RJ) s'inscrit en fort recul (-12,2%) ; toutefois, corrigée des 348 RJ exceptionnels prononcés à la Réunion en août 2018, la baisse serait ramenée à -2,6%.

A peine plus de 200 jugements de sauvegarde ont été enregistrés sur la période, soit moins de 2% de l'ensemble des procédures collectives.

C'est du côté des liquidations judiciaires que le signal est le plus marqué ce 3e trimestre avec une baisse de 8%, en écho à la moindre sinistralité des TPE.

■ Le tiers des emplois menacés se concentre sur les seules défaillances de PME d'au moins 50 salariés

Durant l'été 2014, nous comptons 13 400 défaillances qui menaçaient alors 56 400 emplois ; cinq ans plus tard nous enregistrons 3 000 défaillances de moins et plus de 19 000 emplois épargnés. Une remarquable amélioration. Cependant, sur un an, la trajectoire

s'inverse sévèrement. En dépit de près d'un millier de procédures en moins, ce sont 2 350 emplois de plus qui sont menacés par les défaillances d'entreprises, par rapport à l'été 2018.

Ce retournement sur le front de l'emploi tient à la distribution des entreprises qui sont tombées. On enregistre -8% ou -4% de micro entreprises de moins de trois salariés, entrées en défaillance, selon que nous corrigeons ou non les valeurs 2018 des 348 redressements réunionnais atypiques. Mais + 30% pour les sociétés comptant au moins 50 salariés ; 73 PME de cette taille sont entrées en procédure ce 3e trimestre contre 56 un an plus tôt. A elles seules, ces 73 PME concentrent près du tiers des emplois menacés (11 600).

Entre les très petites structures et les grandes PME, la situation est globalement stable pour les entreprises de 20 à 46 salariés (196 défaillances contre 202), et franchement bonne pour celles de 3 à 19 salariés (2392 ; - 14%).

■ Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur dans le rouge.

Cet été 2019 remet les pendules à l'heure. Les régions qui étaient dans le vert il y a un an basculent dans le rouge et inversement. Il en est ainsi d'**Auvergne-**

Rhône-Alpes (AURA) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) dont les défaillances, en baisse durant l'été 2018, augmentent cette année respectivement de 4% et 5,5%. A noter que dans chacune de ces deux régions, la construction pèse sur la tendance.

La **Bourgogne-Franche-Comté** stabilise, comme durant l'été 2018, le nombre de ses défaillances d'entreprises à 425.

Pays-de-la-Loire maintient une baisse de sinistralité à -5% comme l'été précédent. Cette stabilité masque une forte baisse des liquidations, mais une accélération des redressements judiciaires.

L'Île-de-France s'inscrit sur une bonne trajectoire (-9%) après la hausse de 5% il y a un an.

Toutes les autres régions sont favorablement orientées ce 3e trimestre. Les fortes dégradations observées l'année dernière sont quasi rattrapées cette année. C'est le cas de la **Corse** (+33% au T3 2018, -29% au T3 2019), du **Grand Est** (+16% ; -12%), de la **Normandie** (+13% ; -20%) ou des **Hauts-de-France** (+11% ; -8%).

Maisons individuelles et transport de fret interurbain signalent de mauvais chiffres

En augmentation il y a un an (+2,7%), le nombre des défaillances d'entreprises de la **construction** (2536) enregistre un recul sensible cet été (-8%). Le second œuvre (-13,7%) et les travaux publics (-13,2%) tirent la tendance sectorielle. En revanche, la situation est plus inconfortable pour le gros œuvre qui peine à rester dans le vert (-1,2%) ; si les liquidations reculent de 9%, les redressements judiciaires explosent de plus de 20%. C'est la **construction de maisons individuelles** qui signe la plus forte dégradation avec près de 180 défaillances (+19%), le plus mauvais chiffre depuis quatre ans.

Le **commerce**, deuxième poste de défaillances (2369), est bien orienté (-5,8%). Si le commerce automobile reste sous pression (+2%), le poste Entretien et réparation évolue très favorablement (-19%). Dans les métiers de bouche, la boucherie respire (-23%) après trois étés difficiles. Dans le commerce de détail, le meuble (-11%) limite la dégradation de l'activité bricolage & équipement du foyer (+3,3%). L'habillement (+3,6%) peine à confirmer les bons chiffres de l'été 2018, mais conserve un niveau de

défaillances (230) très inférieur à celui des étés 2014 à 2016 (330). Le commerce interentreprises (gros), globalement dans le vert, est en situation très délicate dans les matériaux de construction (+40,5%) qui remontent au niveau de sinistres de l'été 2015.

L'industrie s'inscrit sur une tendance solide (-8,2%) portée par l'agroalimentaire (-19,5%) tandis que la manufacture donne plusieurs signes de tensions.

Dans les **services aux entreprises**, la sinistralité semble reculer rapidement (-19,7%) en réalité la tendance est brouillée par le chiffre des autres services administratifs aux entreprises qui comptabilisaient, sur le 3e trimestre 2018, les 348 jugements exceptionnels à la Réunion dans la location - location bail. Corrigée de cette décision particulière, l'évolution des défaillances d'entreprises bascule légèrement dans le rouge (+0,7%). C'est en conseil en communication et gestion que les chiffres s'affolent (+33%). Plus précisément, l'activité de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion dérapent de 36% et dénombrent plus de 200 défaillances, le plus mauvais chiffre depuis l'été 2014. La situation est également tendue pour les relations publiques, les activités d'architecture ou le nettoyage courant des bâtiments.

En **Information & communication**, les défaillances d'entreprises augmentent très vite (+16,6%), à la fois pour les services informatiques & édition de logiciels (+8,4%), notamment en programmation informatique, et pour les autres activités information & communication (+31,5%) notamment dans la production de films.

Dans le **transport** routier de marchandises, le nombre de défaillances d'entreprises recule rapidement (-25%) dans le fret de proximité, mais augmente sensiblement dans le fret interurbain (+8%) qui signe l'été le plus sinistré (90) depuis dix ans.

Le nombre de procédures collectives baisse sensiblement dans les services à destination du **consommateur** (-14%) ou en **restauration** (-11%), en particulier en restauration traditionnelle (-11%) qui s'améliore régulièrement chaque été depuis quatre ans, alors que la restauration rapide (-8%) avait connu un très mauvais été 2018.



Des réalités entrepreneuriales encore compliquées !



Dans un contexte international très chahuté, la France a bien résisté sur ce troisième trimestre. Pourtant, la fin de l'année reste encore très incertaine pour de nombreux acteurs. Le dernier trimestre porte les espoirs d'une consommation plus soutenue, notamment à destination des commerçants physiques dont la trésorerie demeure la préoccupation première des dirigeants. Les PME sont également très attentives à leur niveau de trésorerie dans un contexte de dégradation des comportements de paiement depuis le printemps.

Au-delà des grandes PME contraintes de déposer le bilan, une douzaine de sociétés de plus de 100 salariés ont obtenu un accord de conciliation cet été. Ces sociétés, non comptabilisées parmi les défaillances, portent 2 650 emplois. La bonne tendance observée ce trimestre sur le front des défaillances ne doit donc pas masquer des réalités entrepreneuriales encore compliquées.

Le dernier trimestre de l'année pourrait comptabiliser plus de 14 000 défaillances d'entreprises, soit 53 000 défaillances sur l'année. Plus de 90% de ces défauts concerneront des TPE, des structures de plus en plus enclines à publier confidentiellement leurs comptes. Cet été, les sociétés défaillantes en âge de publier leurs comptes étaient seulement 60% à répondre de cette obligation, 25% d'entre elles ayant opté pour la confidentialité ; ce taux de confidentialité est dix fois supérieur à celui constaté il y a deux ans, durant l'été 2017.

Cette moindre transparence financière des entreprises doit inciter les fournisseurs à davantage de vigilance sur la gestion d'un risque client qui se durcit !
conclut Thierry Millon.

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

Statistiques détaillées des défaillances

- 10 | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^{ème} trimestre sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 11 | Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif** par nature de procédure
Statistiques des défaillances **par tranche d'âge** par nature de procédure
Statistiques des défaillances **par région** par nature de procédure
- 12 | Statistiques des défaillances **par activité** par nature de procédure
- 14 | Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires au cours du 3^{ème} trimestre 2019
- 16 | Les défaillances d'entreprises en région au 3^{ème} trimestre 2019
- 17 | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 28 | Méthodologie
- 30 | Secteurs d'activité analysés



Statistiques détaillées des défaillances

3^{ÈME} TRIMESTRE 2019



PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^{ème} trimestre sur 5 ans

(Les données sont arrêtées au 15 octobre de chaque année)

NOMBRE D'OUVERTURES	2015 T3	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	EVOLUTION T3 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	330	254	224	212	204	-3,8%	245
Redressements Judiciaires	3 729	3 318	3 214	3 563	3 130	-12,2%	3 391
Liquidations Judiciaires directes	8 915	7 850	7 519	7 788	7 167	-8,0%	7 848
TOTAL DEFAILLANCES	12974	11422	10957	11563	10501	-9,2%	11 483

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2015 T3	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	EVOLUTION T3 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,5%	2,2%	2,0%	1,8%	1,9%	0,1%	2,1%
Redressements Judiciaires	28,7%	29,0%	29,3%	30,8%	29,8%	-1,0%	29,5%
Liquidations Judiciaires directes	68,7%	68,7%	68,6%	67,4%	68,3%	0,9%	68,3%
TAUX PROCEDURE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2015 T3	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	EVOLUTION T3 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	3 500	2 400	2 000	1 700	3 080	1 380	2 536
Redressements Judiciaires	21 200	18 800	16 700	16 700	18 420	1 720	18 364
Liquidations Judiciaires directes	22 800	18 500	16 400	16 500	15 750	-750	17 990
TOTAL EMPLOIS MENACES	47 500	39 700	35 100	34 900	37 250	2 350	38 890

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2015 T3	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	EVOLUTION T3 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	10,6	9,4	8,9	8,0	15,1	7,1	10,4
Redressements Judiciaires	5,7	5,7	5,2	4,7	5,9	1,2	5,4
Liquidations Judiciaires directes	2,6	2,4	2,2	2,1	2,2	0,1	2,3
TOTAL EMPLOIS MENACES	3,7	3,5	3,2	3,0	3,5	0,5	3,4

Histogramme des défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2018 T3				2019 T3				Evolution 2019 T3 / 2018 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	99	2 404	6 014	8 517	106	2 086	5 648	7840	-7,9%	72,0%
3 à 5	37	523	1 038	1 598	31	451	891	1373	-14,1%	64,9%
6 à 9	28	272	426	726	29	243	365	637	-12,3%	57,3%
10 à 19	25	208	231	464	18	185	179	382	-17,7%	46,9%
20 à 49	18	115	69	202	15	114	67	196	-3,0%	34,2%
50 à 99	2	15	7	24	1	28	12	41	70,8%	29,3%
100 et plus	3	26	3	32	4	23	5	32	0,0%	15,6%
TOTAL DEFAILLANCES	212	3 563	7 788	11 563	204	3 130	7 167	10 501	-9,2%	68,3%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2018 T3				2019 T3				Evolution 2019 T3 / 2018 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 ans	27	568	1 700	2 295	24	512	1 476	2 012	-12,3%	73,4%
3 à 5 ans	41	874	2 202	3 117	52	862	2 047	2 961	-5,0%	69,1%
6 à 10 ans	46	1 022	1 734	2 802	48	705	1 645	2 398	-14,4%	68,6%
11 à 15 ans	30	402	930	1 362	26	351	846	1 223	-10,2%	69,2%
16 et plus	68	697	1 222	1 987	54	700	1 153	1 907	-4,0%	60,5%
TOTAL DEFAILLANCES	212	3 563	7 788	11 563	204	3 130	7 167	10 501	-9,2%	68,3%

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Tranche par régions	2018 T3				2019 T3				Evolution 2019 T3 / 2018 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Auvergne Rhone-Alpes	20	388	840	1 248	30	420	845	1 295	3,8%	65,3%
Bourgogne Franche-Comte	1	142	284	427	10	146	269	425	-0,5%	63,3%
Bretagne	6	129	299	434	10	102	263	375	-13,6%	70,1%
Centre Val de Loire	5	115	287	407	10	133	241	384	-5,7%	62,8%
Corse	4	41	48	93	35	31	66	66	-29,0%	47,0%
Grand Est	18	294	637	949	17	235	583	835	-12,0%	69,8%
Hauts de France	8	251	641	900	8	233	590	831	-7,7%	71,0%
Ile de France	30	468	1 870	2 368	27	411	1 714	2152	-9,1%	79,6%
Normandie	12	203	314	529	9	131	285	425	-19,7%	67,1%
Nouvelle Aquitaine	27	292	651	970	23	276	600	899	-7,3%	66,7%
Occitanie	24	304	691	1 019	19	299	635	953	-6,5%	66,6%
Pays de la Loire	15	132	350	497	7	158	305	470	-5,4%	64,9%
Provence Alpes Cote d'Azur	35	330	696	1 061	28	452	639	1 119	5,5%	57,1%
Outre-mer, étranger, non connu	7	474	180	661	6	99	167	272	-58,9%	61,4%
TOTAL DEFAILLANCES	212	3 563	7 788	11 563	204	3 130	7 167	10 501	-9,2%	68,3%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

Activités	2018 T3				2019 T3				Evolution 2019 T3 / 2018 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	8	146	103	257	7	129	97	233	-9,3%	41,6%
Chasse, pêche, forêt		13	22	35		19	21	40	14,3%	52,5%
Culture	3	62	43	108	2	51	37	90	-16,7%	41,1%
Elevage	5	71	38	114	5	59	39	103	-9,6%	37,9%
Construction	40	792	1925	2757	36	827	1673	2536	-8,0%	66,0%
Bâtiment										
Gros œuvre	11	232	587	830	3	280	537	820	-1,2%	65,5%
Second œuvre	7	392	1035	1434	10	377	851	1238	-13,7%	68,7%
Travaux Publics	1	47	81	129	1	45	66	112	-13,2%	58,9%
Immobilier										
Promotion immobilière	2	7	32	41		6	30	36	-12,2%	83,3%
Agences immobilières		20	54	74	2	20	52	74	0,0%	70,3%
Autres activités immobilières	19	94	136	249	20	99	137	256	2,8%	53,5%
Commerce	39	543	1934	2516	61	534	1774	2369	-5,8%	74,9%
Commerce & réparation véhicules	6	131	300	437	10	115	273	398	-8,9%	68,6%
Commerce de détail	2	28	126	156	3	32	116	151	-3,2%	76,8%
Détail alimentaire	7	65	213	285	8	62	204	274	-3,9%	74,5%
Bricolage & équipement du foyer	2	45	164	211	19	39	160	218	3,3%	73,4%
Sport & loisirs		16	95	111		20	64	84	-24,3%	76,2%
Commerce d'habillement	4	38	180	222	6	49	175	230	3,6%	76,1%
Soin de la personne & optique	5	20	47	72		21	50	71	-1,4%	70,4%
Vente hors magasin	5	30	158	193		37	147	184	-4,7%	79,9%
Carburants & combustibles	1	6	8	15		1	13	14	-6,7%	92,9%
Autres commerces de détail		34	200	234	5	23	172	200	-14,5%	86,0%
Commerce Interentreprises	1	21	78	100	20	56	76	76	-24,0%	73,7%
Centrales d'achat										
Alimentaire		19	43	62	3	15	52	70	12,9%	74,3%
Textile, habillement			44	44		10	36	46	4,5%	78,3%
Biens domestiques	2	16	53	71	3	23	53	79	11,3%	67,1%
Equipements informatiques & électroniques	1	10	21	32		3	25	28	-12,5%	89,3%
Machines & équipements	1	22	53	76	1	14	42	57	-25,0%	73,7%
Matériaux de construction, sanitaire...	2	15	57	74	3	26	75	104	40,5%	72,1%
Autre commerce interentreprises		27	94	121		24	61	85	-29,8%	71,8%
Industrie	26	276	483	785	14	240	467	721	-8,2%	64,8%
Industrie agroalimentaire	13	122	214	349	3	87	191	281	-19,5%	68,0%
Industrie alimentaire										
Don't Pats de boulangerie-pâtisserie et pâtes	8	106	185	299		65	169	234	-21,7%	72,2%
Industrie manufacturière	1	18	40	58	1	17	46	64	10,3%	71,9%
Textile, habillement, cuir										
Bois, matériaux de construction	1	20	26	47		13	30	43	-8,5%	69,8%
Imprimerie		15	27	42	2	14	24	40	-4,8%	60,0%
Métallurgie, mécanique	4	39	33	76	3	33	40	76	0,0%	52,6%
Energie, Eau, Environnement	1	8	13	22	1	11	18	30	36,4%	143,3%
Réparation, maintenance	2	17	42	61	2	16	43	61	0,0%	123,0%
Autre industrie manufacturière	5	37	88	130	2	49	75	126	-3,1%	59,5%

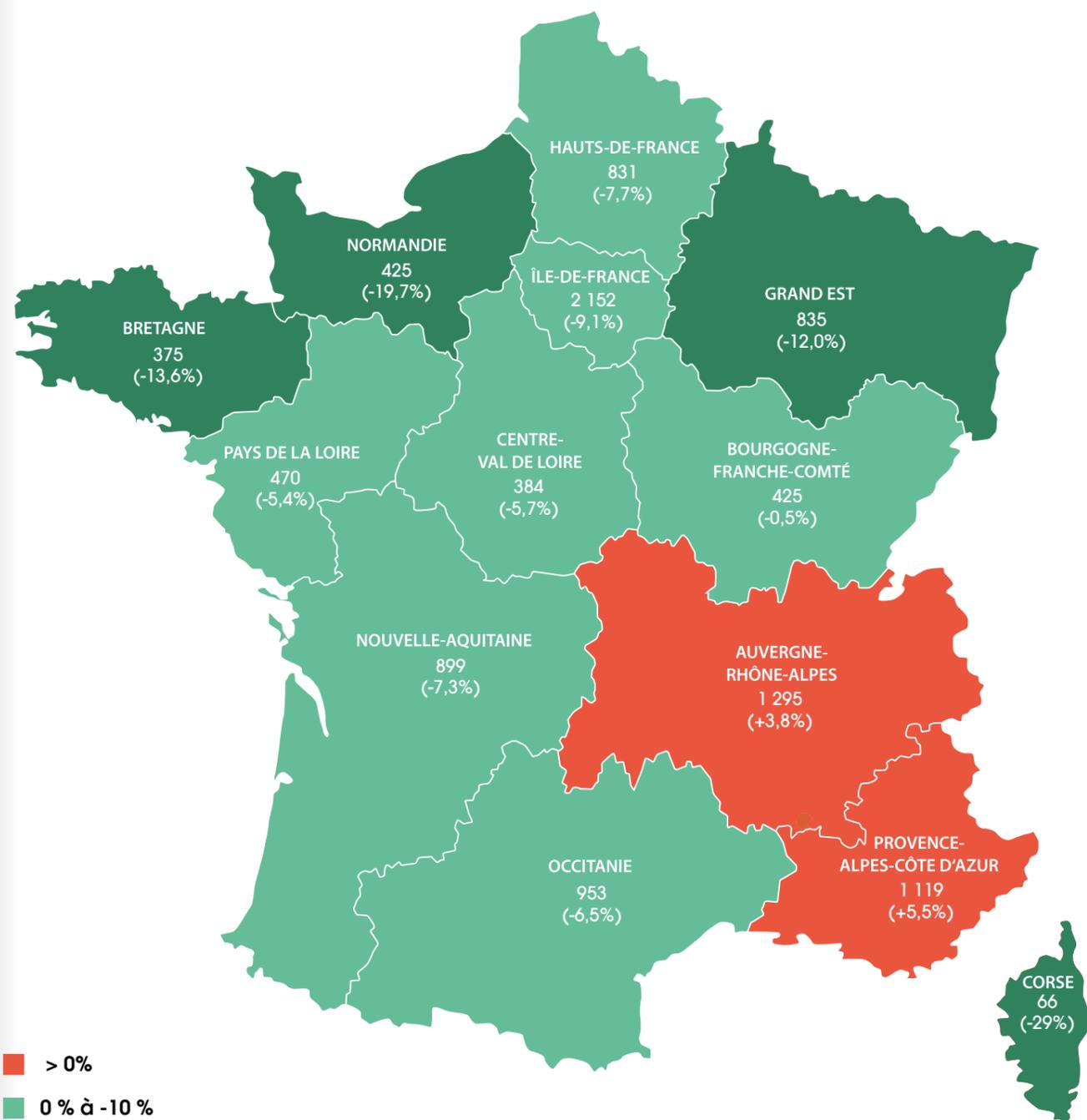
Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activités									Evolution 2019 T3 /2018 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	2	64	193	259	12	80	210	302	16,6%	69,5%
Services informatiques & édition de logiciels		41	126	167	5	53	123	181	8,4%	68,0%
Autres activités information & communication	2	23	67	92	7	27	87	121	31,5%	71,9%
Transport & logistique	4	128	304	436	5	105	284	394	-9,6%	72,1%
Transport routier de marchandises	2	72	184	258	4	63	154	221	-14,3%	69,7%
Autres activités de transport	2	11	27	40		8	30	38	-5,0%	78,9%
Transport routier de voyageurs		45	93	138	1	34	100	135	-2,2%	74,1%
Activités d'assurance et financières	4	21	48	73	2	23	65	90	23,3%	72,2%
Activités financières	3	10	33	46	2	13	47	62	34,8%	75,8%
Activités d'assurance	1	11	15	27		10	18	28	3,7%	64,3%
Services aux entreprises	45	733	943	1721	38	403	941	1382	-19,7%	68,1%
Activités scientifiques et techniques		66	175	243	8	68	170	246	1,2%	69,1%
Autres services spécialisés	2									
Conseil en communication et gestion	8	47	131	186	7	54	186	247	32,8%	75,3%
Services d'architecture et d'ingénierie	1	66	133	200	2	49	138	189	-5,5%	73,0%
Services administratifs aux entreprises		64	119	209	16	64	110	190	-9,1%	57,9%
Activités de holding ou des sièges sociaux	26									
Autres services administratifs aux entreprises	8	427	226	661	4	97	192	293	-55,7%	65,5%
Sécurité		26	70	96	1	28	56	85	-11,5%	65,9%
Nettoyage de bâtiments		37	89	126		43	89	132	4,8%	67,4%
Services aux particuliers	3	111	358	472	4	100	303	407	-13,8%	74,4%
Activités de réparation		15	57	72		10	38	48	-33,3%	79,2%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	2	73	225	300	3	65	202	270	-10,0%	74,8%
Autres services à la personne	1	23	76	100	1	25	63	89	-11,0%	70,8%
Hébergement, restauration, débits de boisson	27	506	1070	1603	15	461	933	1409	-12,1%	66,2%
Hébergement	7	23	41	71	1	20	40	61	-14,1%	65,6%
Restauration	18	386	838	1242	13	356	737	1106	-11,0%	66,6%
Dont Restauration traditionnelle	15	244	455	714	8	219	407	634	-11,2%	64,2%
Dont Restauration rapide	1	127	353	481	4	123	314	441	-8,3%	71,2%
Débits de boissons	2	97	191	290	1	85	156	242	-16,6%	64,5%
Autres activités	14	243	427	684	10	228	418	656	-4,1%	63,7%
Santé humaine & action sociale	2	86	95	183	4	93	95	192	4,9%	49,5%
Activités récréatives	8	63	140	211	3	61	143	207	-1,9%	69,1%
Enseignement	2	68	139	209	1	49	135	185	-11,5%	73,0%
Autres activités	2	26	53	81	2	25	45	72	-11,1%	62,5%
TOTAL DEFAILLANCES	212	3 563	7 788	11 563	204	3 130	7 165	10 499	-9,2%	68,2%

Les défaillances d'entreprises de plus de 20M€ de chiffre d'affaires, ou effectif supérieur à 200, au cours du 3^{ème} trimestre 2019 (données non consolidées, dernier bilan disponible)

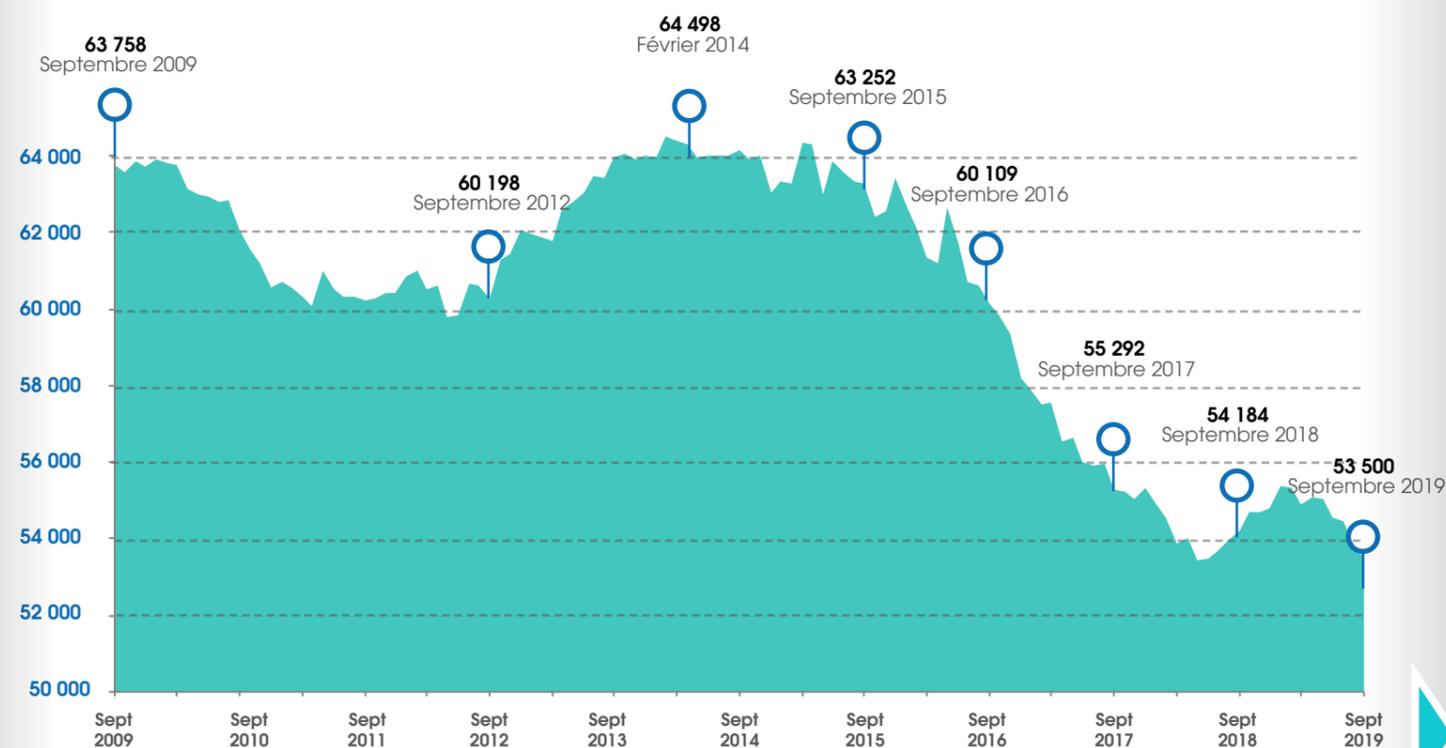
Raison sociale	Activité	NAF	DPT	Effectif	CA (M€)	Année dernière bilan publié	Procédure	Mois de procédure
ORCHESTRA-PREMAMAN	Commerce de vêtements pour enfants et de produits de maternité	4771Z	34	1659	485,6	2019	Procédure de sauvegarde	Septembre
AIGLE AZUR	Transports aériens de passagers	5110Z	91	1150	290,0	2016	Redressement puis Liquidation Judiciaire	Septembre
THOMAS COOK SAS	Activités des voyagistes	7912Z	92	697	417,2	2018	Redressement judiciaire	Octobre
XL AIRWAYS France	Transports aériens de passagers	5110Z	93	570	304,8	2013	Redressement puis Liquidation Judiciaire	Septembre
GAZ LIQUEFIES INDUSTRIE (ALTFORT)	Fabrication de bouteilles et de stockages pour tous les gaz liquéfiés	2529Z	86	536	63,8	2017	Redressement judiciaire	Juillet
REMADE	Reconditionnement de smartphones d'occasion	9521Z	50	435	85,0	2016	Redressement judiciaire	Septembre
PIZZA FRANCE (PIZZA HUT)	Restauration traditionnelle	5610A	75	382	23,8	2017	Redressement judiciaire	Aout
ALTFORT SMFI	Société par actions simplifiée à associé unique	2420Z	58	336	60,0	2017	Redressement judiciaire	Aout
TIM SAS	fabricant de cabines d'engins de chantiers	2920Z	59	317	-	-	Redressement judiciaire	Aout
A.C.C. INGENIERIE ET MAINTENANCE	Maintenance ferroviaire	3317Z	63	274	19,8	2018	Redressement judiciaire sur résolution du plan de sauvegarde	Octobre
POLYCLINIQUE DU VAL DE SAMBRE	Activités hospitalières	8610Z	59	242	15,8	2017	Redressement judiciaire	Juillet
Fédération des Oeuvres Laïques de la Martinique	Activités éducatives et culturelles	9004Z	97	222	3,6	2017	Redressement judiciaire	Septembre
AES PACA	Activités de sécurité privée	8010Z	83	208	7,0	2018	Procédure de sauvegarde	Octobre
ASSOCIATION AQUITAINE POUR L'EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Emploi de personnes en situation de handicaps	9499Z	33	200	-	-	Conversion de la procédure de sauvegarde en redressement judiciaire	Aout
SICA2M	Fabrication de matériel de lavage et de manutention	2822Z	72	190	27,7	2018	Redressement judiciaire	Septembre
ARMOR MECA	Fabricant de pièces pour l'aéronautique	2562B	22	181	21,7	2018	Redressement judiciaire	Juillet
FERMETURES HENRI PEYRICHOU	Fabrication de portes et fenêtres en métal	2512Z	40	171	24,4	2017	Redressement judiciaire	Juillet
LAURENT PERE ET FILS	Distribution de pièces automobiles	4531Z	42	155	40,5	2018	Redressement judiciaire	Octobre
DIETRICH CAREBUS SAS	Commerce, réparation, de bus et cars	4519Z	67	138	70,0	2005 (CA 2018)	Redressement judiciaire	Juillet
CONSTRUCTIONS METALLIQUES AUER	Réalisation de charpente métalliques	2511Z	52	126	31,3	2018	Procédure de sauvegarde	Septembre
JIR - JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION	Édition de journaux	5813Z	97	126	22,7	2006	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une procédure de sauvegarde	Septembre
FIGUERES SERVICES	Collecte des déchets non dangereux	3811Z	97	119	20,2	2016	Redressement judiciaire	Septembre
F M X	Découpage, emboutissage	2550B	25	99	20,5	2017	Redressement judiciaire	Juillet
ALPINE ALUMINIUM	Métallurgie de l'aluminium	2442Z	74	97	30,6	2018	Redressement judiciaire	Aout
BRANDALLEY	Site de ventes événementielles	4791A	93	95	69,9	2011	Redressement judiciaire	Septembre
GILBERT GUILBAUD	Commerce interentreprises de fruits et légumes	4631Z	44	43	21,4	2018	Redressement judiciaire	Juillet
SETIC (Samp)	Fabrication de machines et équipements pour la production de câbles	2899B	42	42	23,1	2017	Redressement judiciaire	Aout
MARS FILMS	Distribution de films cinématographiques	5913A	75	20	43,6	2013	Redressement judiciaire	Aout
POURTIER S.A.S (Samp)	Fabrication de machines de production de gros câbles	2899B	77	18	24,1	2017	Redressement judiciaire	Aout
DIETRICH CAREBUS LEASE	Mise en place des financements des véhicules	4519Z	67	3	24,7	Aucun (CA 2018)	Redressement judiciaire	Juillet

■ Les Défaillances d'entreprises en région au 3ème trimestre 2019



- > 0%
- 0 % à -10 %
- < -10%

■ Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
(Données 12 mois glissants - septembre 2009 à septembre 2019)



Retrouvez nous sur les réseaux sociaux



Êtes-vous certain que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

PARTIE 2

ANNEXES

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altares :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. *(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)*

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés	
AGRICULTURE	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 et 68
COMMERCE	Commerce & réparation de véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce de gros	46
INDUSTRIE	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
	Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débites de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour
recevoir nos prochaines études

S'inscrire

L'ANALYSE TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur **plus de 300 millions d'entreprises dans 220 pays**.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.